



Laura Codruța , Kövasi

A l'occasion de la journée de la femme,
célébrons les femmes qui ont marqué
l'Union Européenne



“We want to send the criminals behind this massive fraud a strong message: the rules of the game have changed, no more safe havens for you. We have to fight back. As Europeans.”

« Nous voulons envoyer aux criminels derrière cette fraude massive un message clair : les règles du jeu ont changé, il n’y a plus de refuge sûr pour vous. Nous devons riposter. En tant qu’Européens. »

Laura Codruta Kövasi

Sa vie

Laura Codruța Kövasi née Laura Codruța Lascu le 15 mai 1973 à Sfântu Gheorghe (Transylvanie, Roumanie).

De 1991 à 1995, elle étudie à la faculté de droit de l'université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca en Roumanie.

En 1995, elle travaille comme procureure au parquet de Sibiu. Pendant cette période, elle se spécialise progressivement dans les affaires de criminalité organisée et de corruption.

En 2006, Elle devient procureure générale de la Roumanie.

En 2013, Elle dirige la Direction Nationale Anticorruption (DNA) en Roumanie.

Puis en 2019, elle est nommée première procureure en chef européenne du Parquet européen (EPPO), basé à Luxembourg.

Ses actions au sein de l'UE

Laura Codruța Kövasin lutte contre la fraude aux fonds européens car son action principale est de protéger le budget de l'Union européenne.

Tout d'abord, elle mène des enquêtes pénales transnationales qui permette de traiter des réseaux criminels transfrontaliers qui utilisent plusieurs pays pour détourner des fonds européens.

De plus, elle a aussi développé des partenariats avec les autorités nationales pour échanger des informations financières et criminelles. Par exemple, la coopération entre le Parquet européen et Tracfin (service français de renseignement financier) pour détecter les fraudes aux fonds européens et le blanchiment d'argent.

Enfin, elle sensibilise les États membres aux pertes financières et elle intervient régulièrement dans les débats européens sur la fraude financière. Elle a par exemple alerté sur les pertes massives liées à la fraude à la TVA, estimant que des dizaines de milliards d'euros sont perdus chaque année dans l'UE.